

Ensemble! devenant nageur au cours de la journée.
MIN: 53 — MAX: 72

Gracieuseté de :
Shearer Lumber Co. Ltd.
MONTREAL

Fête du jour :
S. ANTOINE DE PADOUÉ
confesseur

10 sous le numéro

VOL. XLIX — No. 137

MONTREAL, VENDREDI, 13 JUIN 1958

LE DEVOIR ACCUSE!

LE GAZ NATUREL

Des ministres, des conseillers législatifs, des fonctionnaires et des financiers sont impliqués dans cette affaire de \$20,000,000.

Plusieurs ministres du cabinet Duplessis — peut-être le premier ministre lui-même — ont spéculé sur les actions de la Corporation de gaz naturel du Québec. Quelques-uns figurent encore au livre des actionnaires.

Des hauts fonctionnaires de l'Hydro-Québec, qui avaient le devoir de protéger les intérêts de la province, ont reçu des faveurs pour faciliter la vente du réseau de gaz.

Les promoteurs de la Corporation de gaz naturel du Québec n'ont risqué que \$50,000. pour mettre la main sur un actif de \$39 millions.

Le coup de bourse est de l'ordre de \$20 millions; les promoteurs de la Corporation réaliseront un profit de capital d'au moins \$9 millions.

Telles sont quelques-unes des révélations qu'un examen du dossier de la Corporation de gaz naturel du Québec a permis de constater. Comme cette Corporation comparaitra mardi prochain devant la Régie de l'électricité pour demander la permission de multiplier ses taux par 2,15, il est bon que le public soit informé de toute l'histoire de la transaction politico-financière qui fit passer le service de gaz de l'Hydro-Québec à la Corporation de gaz naturel du Québec.

Tout le dossier livré au public en 5 articles

"LE DEVOIR" livrera à ses lecteurs, au cours des cinq prochains jours de parution, tout le dossier qu'il a préparé sur le scandale de la Corporation de gaz naturel.

Nos lecteurs verront à ne pas manquer un seul de nos articles sur ce sujet. Nous fournirons, à nos noms, des dates, des chiffres, des preuves que nous avons accumulés sont irréfutables.

Le deuxième article paraîtra demain, le troisième lundi, et les autres les jours suivants.

A PARIS

Création d'un mouvement de salut public

Le général Chassin réclame un "Etat fort" et la lutte au communisme.

PARIS. — L'ancien Ministre Chassin (l'ancien "L'Union"), a annoncé au cours d'une conférence de presse, à Paris, la formation d'un "mouvement populaire de salut public" dont le but est d'assurer le renouveau de la République.

"Chassin a ensuite fait l'éloge de la "bourgeoisie algérienne", dit-il, doit s'étendre à la France métropolitaine.

Un jeune homme dans la salle a lancé une chaise au général et lui a crié: "Fasciste". La chaise n'a pas atteint son objectif, et une course mêlée a suivi. L'interruption a été promptement expulsi.

Chassin a ensuite fait l'éloge de la "bourgeoisie algérienne", dit-il, doit s'étendre à la France métropolitaine.

Un jeune homme dans la salle a lancé une chaise au général et lui a crié: "Fasciste". La chaise n'a pas atteint son objectif, et une course mêlée a suivi. L'interruption a été promptement expulsi.

Chassin a ensuite fait l'éloge de la "bourgeoisie algérienne", dit-il, doit s'étendre à la France métropolitaine.

Un jeune homme dans la salle a lancé une chaise au général et lui a crié: "Fasciste". La chaise n'a pas atteint son objectif, et une course mêlée a suivi. L'interruption a été promptement expulsi.

CINQ ACCUSATIONS

Nous sommes en mesure de lancer et nous prouverons les cinq accusations suivantes:

1—La vente à la Corporation de gaz naturel par l'Hydro-Québec du système de distribution du gaz s'est soldée par un "coup de bourse" d'au moins \$20 millions.

Ce coup de bourse est proprement scandaleux. Il n'a été possible qu'en raison de la connivence des politiciens de l'Union nationale avec les promoteurs de la Corporation de gaz naturel du Québec.

2—Les promoteurs de la Corporation de gaz naturel — ils étaient représentés par sept compagnies de placement — ont réalisé un profit de capital — donc non taxable — d'au moins \$9 millions.

3—Au moins six ministres de l'Union nationale, dont quelques-uns des plus importants, et peut-être le premier ministre lui-même, sont mêlés à ce scandale en ayant été ou en étant encore actionnaires de la Corporation de gaz naturel.

4—Les promoteurs de l'affaire n'ont personnellement risqué que \$50,000. pour pouvoir entrer en pourparlers avec l'Hydro-Québec et acheter un actif dont la valeur dépasse \$39 millions. Le public a fait les frais de la différence, mais les promoteurs ont gardé le contrôle de l'affaire. Ils ont obtenu une option sur le service de gaz de Montréal, ont réalisé d'un coup sec un bénéfice de l'ordre de \$9 millions, en plus de mettre la main sur un vaste réseau de gaz dont ils comptent tirer des profits intéressants pendant toutes les années à venir.

5—Au moins trois hauts fonctionnaires de l'Hydro-Québec ont joué sur deux tableaux, en servant — ou desservant — à la fois les intérêts de l'Hydro et ceux de la Corporation de gaz naturel, laquelle les a récompensés en leur accordant de plantureuses options sur des blocs d'actions communes et en les nommant au nombre de ses directeurs et de ses vice-présidents.

A OTTAWA

MACMILLAN: il faut coopérer

OTTAWA. — Les ententes Diefenbaker-Macmillan ont porté un coup à la confiance commerciale et économique des citoyens dans les pays de l'OTAN qui s'ouvre à Montréal le 16 septembre. Le premier ministre canadien et le chef du gouvernement britannique ont reconnu, semblait-il, les avantages psychologiques de la rencontre pour relancer la campagne de la coopération en Occident, en particulier dans le domaine des échanges commerciaux. En matière, M. Macmillan et Diefenbaker avaient promis de résoudre les problèmes internationaux de la même manière, en France et la situation au Liban.

Hier après-midi, le ministre canadien de l'Agriculture, et le ministre canadien des finances, M. Mackenzie King, ont participé aux entretiens qui ont eu lieu à l'occasion de la Fédération libérale nationale en exprimant le vœu "qu'un autre premier pas" s'opère. "C'est apparemment", a-t-il dit, "un premier pas, mais un premier pas est nécessaire". Le ministre des transports, qui a porté une conférence, la démission de M. MacGavish n'est en vigueur qu'à l'automne.

DEMAIN:
Première accusation:
Un coup de bourse de \$20,000,000.

LUNDI:
Deuxième accusation:
Six ministres impliqués dans l'affaire

M. Duplessis donnera-t-il les six noms?

M. Duplessis donne généralement une conférence de presse au matin. C'est aujourd'hui vendredi. Peut-être voudra-t-il révéler les noms des six ministres de son cabinet qui ont été ou qui sont actionnaires de la Corporation de gaz naturel? Cela intéresserait sûrement le public.

Si la conférence de presse est trop courte, M. Duplessis pourrait enchaîner en donnant aussi les noms des quatre conseillers législatifs de son parti qui ont trompé dans la transaction.

Duplessis seul responsable du retard

"Le principal artisan du retard dans la réalisation du projet de la salle de concert pour Montréal est M. Duplessis lui-même", a affirmé hier l'ancien président du comité exécutif M. Pierre DesMarais.

M. DesMarais répondait à une affirmation faite par M. Duplessis au cours d'une conférence de presse et affirmant que ce n'est pas la faute du gouvernement provincial si la construction de la salle de concert de Montréal n'est pas encore commencée.

M. Duplessis avait répondu qu'il y a déjà deux ans que le loi autorisant le gouvernement à contribuer financièrement à cette construction a été votée et que la quot-part du gouvernement prévue pour cette construction a été augmentée de \$2,500,000. M. Duplessis avait ajouté que rien n'a été fait depuis de la part de Montréal et des souscripteurs.

L'ancien président du comité exécutif a répondu qu'en fait il y a 25 mois que la loi autorisant la création de la corporation de concert a été votée. Pendant ce temps, la venue au monde de l'ancien premier ministre a empêché de monter entre la France et la Turquie, provoquant pour la première fois de vives inquiétudes. Par ailleurs, le gouvernement britannique a cessé de dépenser dans l'île un autre projet de construction de la répression des "communistes", qui viendra renforcer les quelque 25,000 hommes de troupe et policiers déjà en service.

Le gouverneur sir Hertzog a pris hier soir, les mesures les plus énergiques qu'il ait jamais prises pour empêcher les troupes de quitter l'île, les partisans doivent montrer leurs papiers. Les transports publics cessent de fonctionner, il a interdit tous rassemblements et défilés y compris les cortèges tradition-

nels pour le mariage et les funérailles. Toute la journée d'hier, de nouveaux accrochages ont eu lieu entre Grecs et Turcs. Deux quartiers de Famagouste, une des principales villes de l'île, ont été la proie de flammes.

Le total des morts est maintenant de dix et celui des blessés approche des 200. Hier soir, un autre accrochage a eu lieu entre Grecs et Turcs. Les Grecs se seraient vus les quartiers turcs.

Même l'intervention de la troupe, plusieurs dizaines de personnes furent blessées dans les deux camps. A Nicosie, la police dit se servir de bombes lacrymogènes pour disperser plusieurs centaines de manifestants. Quatre incendies ont éclaté dans la matinée, dans le quartier arabe et une bombe explosa.

Le conseil d'administration de la Corporation a accepté le programme du Centre tel que décrit dans un rapport préparé par des spécialistes renommés, le mission Raymond Louguy de New-York. M. Louguy, d'origine française, a un bureau important à Paris.

Les analyses de la mission Raymond Louguy, a dit M. Louguy, ont fait une étude complète des possibilités et de la demande qui existent à Montréal en matière de construction de salles de concert. Le Centre culturel a été créé par les membres de la Corporation par statut provincial, soit le quadripartite honore par les trois Saint-Catharines, St-Urbain, Ontario et Jeanne-Mance. Ce statut est admis par les trois provinces et comporte de plus l'assurance suivante: l'adhésion du Centre culturel a été

endroit contribuera à un essor de renouveau de tout un secteur sous-développé du cœur même de la ville.

Le conseil d'administration de la Corporation a accepté le programme du Centre tel que décrit dans un rapport préparé par des spécialistes renommés, le mission Raymond Louguy de New-York. M. Louguy, d'origine française, a un bureau important à Paris.

Les analyses de la mission Raymond Louguy, a dit M. Louguy, ont fait une étude complète des possibilités et de la demande qui existent à Montréal en matière de construction de salles de concert. Le Centre culturel a été créé par les membres de la Corporation par statut provincial, soit le quadripartite honore par les trois Saint-Catharines, St-Urbain, Ontario et Jeanne-Mance. Ce statut est admis par les trois provinces et comporte de plus l'assurance suivante: l'adhésion du Centre culturel a été

Projet de futur centre culturel de Montréal

Montréal a besoin d'un centre culturel de trois salles dans une salle de concert, une salle de théâtre et une salle de musique de chambre, avec garage de stationnement pour 1,000 voitures, restaurants et bars. Ce centre, répondra à la demande qui existe à Montréal pour des manifestations artistiques diverses, a dit hier le président du Centre Sir Georges-Etienne Carrier, M. Louis A. Lapointe, etc.

Le Centre culturel sera utilisé pour un minimum de 450 spectacles par année devant un auditoire évalué à 420,000, soit 1,500.

M. DesMarais répondait à une affirmation faite par M. Duplessis au cours d'une conférence de presse et affirmant que ce n'est pas la faute du gouvernement provincial si la construction de la salle de concert de Montréal n'est pas encore commencée.

M. Duplessis avait répondu qu'il y a déjà deux ans que le loi autorisant le gouvernement à contribuer financièrement à cette construction a été votée et que la quot-part du gouvernement prévue pour cette construction a été augmentée de \$2,500,000. M. Duplessis avait ajouté que rien n'a été fait depuis de la part de Montréal et des souscripteurs.

L'ancien président du comité exécutif a répondu qu'en fait il y a 25 mois que la loi autorisant la création de la corporation de concert a été votée. Pendant ce temps, la venue au monde de l'ancien premier ministre a empêché de monter entre la France et la Turquie, provoquant pour la première fois de vives inquiétudes. Par ailleurs, le gouvernement britannique a cessé de dépenser dans l'île un autre projet de construction de la répression des "communistes", qui viendra renforcer les quelque 25,000 hommes de troupe et policiers déjà en service.

Le gouverneur sir Hertzog a pris hier soir, les mesures les plus énergiques qu'il ait jamais prises pour empêcher les troupes de quitter l'île, les partisans doivent montrer leurs papiers. Les transports publics cessent de fonctionner, il a interdit tous rassemblements et défilés y compris les cortèges tradition-

Malgré le couvre-feu et les interdits

La violence persiste à Chypre: trois autres morts et plusieurs dizaines de blessés, hier - Arrivée de renforts

NICOSIE. — La situation s'est de nouveau aggravée hier dans l'île de Chypre qui a vécu une autre journée sanglante. Pendant ce temps, la venue au monde de l'ancien premier ministre a empêché de monter entre la France et la Turquie, provoquant pour la première fois de vives inquiétudes. Par ailleurs, le gouvernement britannique a cessé de dépenser dans l'île un autre projet de construction de la répression des "communistes", qui viendra renforcer les quelque 25,000 hommes de troupe et policiers déjà en service.

Le gouverneur sir Hertzog a pris hier soir, les mesures les plus énergiques qu'il ait jamais prises pour empêcher les troupes de quitter l'île, les partisans doivent montrer leurs papiers. Les transports publics cessent de fonctionner, il a interdit tous rassemblements et défilés y compris les cortèges tradition-

observateurs inclinent à croire que cette éventualité n'est plus maintenant qu'une question de jours.

Mystérieux voyage de Soustelle

Mandat par le général de Gaulle, M. Jacques Soustelle, ancien gouverneur général de l'Algérie, est arrivé hier soir à Paris à bord d'un avion militaire; il doit rencontrer le chef du gouvernement des affaires étrangères, M. Robert Schuman, et le ministre de la Défense, M. René Pleven.

On sait que Soustelle, depuis son départ de l'Algérie, a été nommé gouverneur général de la France et il est l'un des figures politiques dominantes en Algérie.

Le France risquerait de voir se fermer elle les portes de l'Europe. L'Union soviétique, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'Union soviétique, le général Charles de Gaulle, avait donné des ordres aux organismes compétents pour que l'on accélère les préparatifs en vue de fabriquer une bombe atomique.

Les observateurs inclinent à penser que l'information pour l'Union soviétique est vérifiée. Ils rappellent en effet que depuis longtemps certains milieux occidentaux, politiques et militaires, français et américains, ont été convaincus que la France possédait une bombe atomique.

Projet de futur centre culturel de Montréal

Montréal a besoin d'un centre culturel de trois salles dans une salle de concert, une salle de théâtre et une salle de musique de chambre, avec garage de stationnement pour 1,000 voitures, restaurants et bars. Ce centre, répondra à la demande qui existe à Montréal pour des manifestations artistiques diverses, a dit hier le président du Centre Sir Georges-Etienne Carrier, M. Louis A. Lapointe, etc.

Le Centre culturel sera utilisé pour un minimum de 450 spectacles par année devant un auditoire évalué à 420,000, soit 1,500.

M. DesMarais répondait à une affirmation faite par M. Duplessis au cours d'une conférence de presse et affirmant que ce n'est pas la faute du gouvernement provincial si la construction de la salle de concert de Montréal n'est pas encore commencée.

M. Duplessis avait répondu qu'il y a déjà deux ans que le loi autorisant le gouvernement à contribuer financièrement à cette construction a été votée et que la quot-part du gouvernement prévue pour cette construction a été augmentée de \$2,500,000. M. Duplessis avait ajouté que rien n'a été fait depuis de la part de Montréal et des souscripteurs.

L'ancien président du comité exécutif a répondu qu'en fait il y a 25 mois que la loi autorisant la création de la corporation de concert a été votée. Pendant ce temps, la venue au monde de l'ancien premier ministre a empêché de monter entre la France et la Turquie, provoquant pour la première fois de vives inquiétudes. Par ailleurs, le gouvernement britannique a cessé de dépenser dans l'île un autre projet de construction de la répression des "communistes", qui viendra renforcer les quelque 25,000 hommes de troupe et policiers déjà en service.

Le gouverneur sir Hertzog a pris hier soir, les mesures les plus énergiques qu'il ait jamais prises pour empêcher les troupes de quitter l'île, les partisans doivent montrer leurs papiers. Les transports publics cessent de fonctionner, il a interdit tous rassemblements et défilés y compris les cortèges tradition-

Malgré le couvre-feu et les interdits

La violence persiste à Chypre: trois autres morts et plusieurs dizaines de blessés, hier - Arrivée de renforts

NICOSIE. — La situation s'est de nouveau aggravée hier dans l'île de Chypre qui a vécu une autre journée sanglante. Pendant ce temps, la venue au monde de l'ancien premier ministre a empêché de monter entre la France et la Turquie, provoquant pour la première fois de vives inquiétudes. Par ailleurs, le gouvernement britannique a cessé de dépenser dans l'île un autre projet de construction de la répression des "communistes", qui viendra renforcer les quelque 25,000 hommes de troupe et policiers déjà en service.

Le gouverneur sir Hertzog a pris hier soir, les mesures les plus énergiques qu'il ait jamais prises pour empêcher les troupes de quitter l'île, les partisans doivent montrer leurs papiers. Les transports publics cessent de fonctionner, il a interdit tous rassemblements et défilés y compris les cortèges tradition-

observateurs inclinent à croire que cette éventualité n'est plus maintenant qu'une question de jours.

Mystérieux voyage de Soustelle

Mandat par le général de Gaulle, M. Jacques Soustelle, ancien gouverneur général de l'Algérie, est arrivé hier soir à Paris à bord d'un avion militaire; il doit rencontrer le chef du gouvernement des affaires étrangères, M. Robert Schuman, et le ministre de la Défense, M. René Pleven.

On sait que Soustelle, depuis son départ de l'Algérie, a été nommé gouverneur général de la France et il est l'un des figures politiques dominantes en Algérie.

Le France risquerait de voir se fermer elle les portes de l'Europe. L'Union soviétique, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'Union soviétique, le général Charles de Gaulle, avait donné des ordres aux organismes compétents pour que l'on accélère les préparatifs en vue de fabriquer une bombe atomique.

Les observateurs inclinent à penser que l'information pour l'Union soviétique est vérifiée. Ils rappellent en effet que depuis longtemps certains milieux occidentaux, politiques et militaires, français et américains, ont été convaincus que la France possédait une bombe atomique.